

L'Institut d'histoire sociale



Sommaire

Editorial	page 2	Hommage à Pierre SEMARD	pages 17 à 18
la fin de la Bourse du Travail	pages 3 à 4	Ambroise CROIZAT	page 19
Médaille d'honneur Georges PRAMPART	pages 5 à 12	Activité de l'IHS	page 20
Le poids des mots et le 1 ^{er} Mai	pages 13 à 16		

Directrice de Publication :
Marie-Claude ROBIN

Conception et impression :
imprimerie CGT 44

Photos première page : Bourse du Travail NANTES (collection F. Chapeau Nantes) - Couverture-brochure Ambroise Croizat - L'intégralité des débats est éditée dans une brochure à votre disposition à l'Union Départementale CGT 44. Un DVD est en cours d'édition - 1er MAI 2013 ST-NAZAIRE (photo Claudie LARRAGUETA) - Les représentants de l'ONC, du Comité du Souvenir de Loire-Atlantique, du Parti communiste, du Syndicat CGT des cheminots de Nantes, déposent les gerbes au monument du souvenir en gare de Nantes. (Photo PM) - Remise médaille Légion d'Honneur à - Georges Prampart (photo Michel CHARRIER) - 1er Mai 2013 à Nantes (photo Eric GIBOT)

EDITORIAL

Un nouveau Cahier !

C'est un nouveau cahier... à spirale ! Une spirale qui au cours des lectures nous amène de plus en plus sur les terrains de notre histoire présente.

« La fin des Bourses du travail » nous conduit sur l'origine même du mot. Son activité éducative laissera place à l'activité syndicale. Des premiers locaux des Bourses du travail, ce chapitre nous fera voyager jusqu'à la maison des syndicats, telle que nous la connaissons aujourd'hui en gare de Nantes État.

Un aujourd'hui qui ne serait pas ce qu'il est sans l'activité des Hommes ! Entre autres hommes, un des dirigeants de notre maison départementale s'est vu remettre la Légion d'Honneur. Cela n'aurait pas été digne de notre IHS de ne pas lui rendre hommage en lui laissant une large place. Des pages d'histoire qu'il a lui-même écrites, et souvent oralement ! Georges PRAMPART, Secrétaire général de notre Union départementale a été mis à l'honneur et nos pages seront légion pour en faire écho.

Des mots pour des maux ! Guy nous emmène dans son « coup d'gueule » sur les non-sens (ou contre-sens ?!) que veulent bien nous faire avaler comme couleur de ceux détournés du 1^{er} « joli mois de mai ». Certes, nous commettons tous quelque lapsus. L'attention une fois éveillée nous amène à la réflexion sur nos propres dérives et surtout celles que l'on voudrait bien nous faire prendre ! Une vigilance à avoir au quotidien et ce texte pourrait vous couper le muguet sous le pied !

Parti d'une gare en début de cahier, la spirale nous emmène sur l'hommage rendu à Pierre SEMARD exécuté par les nazis. Tous les ans chaque fédération met en avant la mémoire de ses martyrs pour que l'avenir ait un sens. Notre cahier ouvre ainsi les pages au cheminot Pierre SEMARD. Vous verrez comment l'histoire parle alors au présent lorsque les travailleurs s'en occupent !

Je ne saurais terminer cet éditorial sans insister sur la nécessité de renforcer notre IHS, votre IHS, par votre adhésion. Celle-ci est indispensable à la vie de votre institut. Ce n'est pas l'aspect pécuniaire qui est l'unique objet, mais bien celui, essentiel, qui conforte notre travail pour éclairer les revendications d'aujourd'hui par l'expérience d'hier.

Vous ferez de votre expérience d'aujourd'hui l'histoire de demain. Sans vous nous ne sommes rien !

Patrice Morel
Président de l'IHS

La fin de la Bourse du Travail

Dans son édition locale du 6 février 2013, Ouest-France informe ses lecteurs d'un grand projet de rénovation du centre-ville entraînant la transformation d'édifices appartenant à son patrimoine social. Parmi ces bâtiments appelés à « répondre à des usages contemporains » figure la Bourse du Travail, haut-lieu de la vie syndicale nantaise. Pendant près de quatre-vingts ans elle a abrité de multiples réunions souvent animées, le plus souvent le soir ou le dimanche, dans ses salles enfumées où s'élaborèrent tant de revendications ouvrières. Elle garde le souvenir d'une classe luttant pour la reconnaissance de ses droits syndicaux, pour une vie meilleure au cours des conflits sociaux nés de l'opposition entre capital et travail.



C'est le 13 janvier 1923 que fut inaugurée, rue Arsène Leloup, la Bourse du Travail. Auparavant, les travailleurs nantais furent très provisoirement hébergés 2 rue de la Bâclerie avant qu'en août 1893, la municipalité conduite par Alfred Riom ne mette à la disposition des cinquante-cinq syndicats constitués, un nouveau local, 18 rue de Flandres.

Ils s'avèrent très vite inadaptés au besoin des syndicalistes. En 1908, le Conseil municipal à majorité républicaine, Gabriel Guist'hau étant maire, accède à la demande des chambres syndicales et vote les crédits nécessaires à l'édification d'une Bourse du Travail.

Mais le temps est long entre le vote des crédits et la remise des clés !

Trop à l'étroit rue de Flandres, les syndicats sont transférés rue Sainte-Marie dans les locaux libérés par l'ancienne école Livet, en attendant l'achèvement du nouvel immeuble. Les travaux sont sur le point de se terminer lorsqu'éclate, en août 1914, la première guerre mondiale. Dès ses débuts, la municipalité installe dans les locaux neufs une « Ambulance » destinée à répondre à l'urgence de soins médicaux, avant que l'ensemble du bâtiment ne soit réquisitionné par l'autorité militaire. Cette occupation dure jusqu'en 1920. Quelques syndicats peuvent alors s'y installer, mais l'importance des travaux de remise en état retarde l'inauguration placée sous la présidence de Paul Bellamy, maire de Nantes, au 13 janvier 1923.

Les syndicalistes nantais disposent désormais d'un vaste bâtiment comprenant, indépendamment du logement du concierge, trente-trois salles affectées aux diverses activités syndicales, deux salles destinées à accueillir cent cinquante à deux cents personnes, une où peuvent se réunir cinq cents personnes et une salle des fêtes dotée de neuf cents places assises. La cour est le lieu de rassemblement des meetings plus importants.

La subvention municipale s'élève alors à sept mille trois cents francs par an, sachant que la ville prend à sa charge le traitement du concierge, le chauffage, l'éclairage et l'abonnement aux quatre postes téléphoniques installés dans les locaux des permanents.



La Bourse du Travail rue de Flandres (Document Archives Municipales de Nantes)
Gare de l'Etat vue depuis les locaux UL et UD aujourd'hui (photo UD CGT 44)

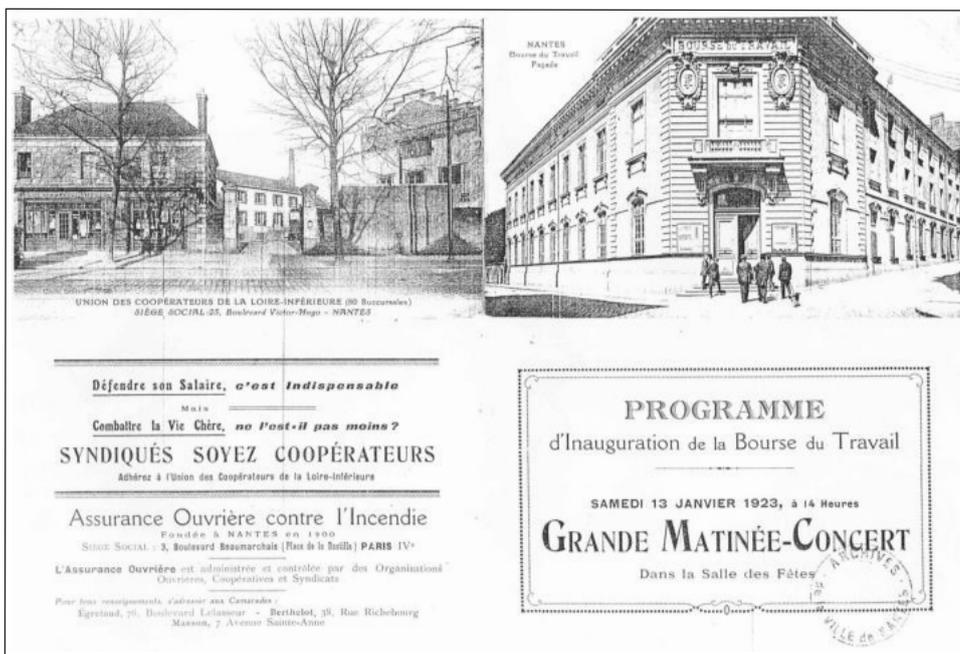


Il est à noter que la vocation initiale de la Bourse du Travail consistait, comme son nom l'indique, à offrir un placement gratuit aux ouvriers particulièrement exploités à l'époque par les bureaux de placement privés. Elle se consacrait également à leur formation en organisant des cours professionnels, l'éducation technique des apprentis et complétait parfois une instruction générale insuffisante. C'est ainsi que dans les années qui suivirent son inauguration furent dispensés dans quatorze de ses salles des cours d'anglais, de français, d'arithmétique, de géométrie, de trigonométrie et un enseignement spécialisé destiné aux dessinateurs, comptables, typographes, relieurs, papetiers, lithographes, peintres en bâtiment, décorateurs, tailleurs pour homme, bottiers, mécaniciens dentaires.

Cette activité éducative disparut progressivement pour laisser place aux seules activités syndicales, mais des syndicats la maintinrent sous d'autres formes. Pendant plusieurs années, par exemple, la Fédération postale CGT organisa à destination des jeunes postiers des cours préparatoires aux différents concours, favorisant ainsi leur promotion sociale.

Après la disparition du bureau de placement puis de la formation, à l'origine de la création de la Bourse du Travail, une page de son histoire est tournée. Aujourd'hui, après l'aménagement d'une Maison des Syndicats dans les locaux de l'ancienne gare de l'Etat, puis la transformation annoncée de son quartier d'origine, la Bourse du Travail de Nantes entre dans l'Histoire.

Michel TACET



Programme pour l'inauguration de la Bourse du Travail en 1923. (Document Archives Municipales de Nantes)



Quand le syndicalisme et l'homme sont à l'Honneur !

Intervention de Marie-Claude ROBIN, Secrétaire Générale de l'U.D. CGT 44



Chers amis, chers camarades,

Au nom de notre camarade Jojo et Cécile son épouse, je vous remercie d'être présents ici pour l'hommage qui va être rendu à Jojo. Hommage, pour son passé d'engagement syndical et politique dont 69 ans d'adhésion à la CGT.

Quand, nous préparions cette cérémonie, Jojo m'a dit que vous étiez toutes des personnalités, car vous avez tous compté pour lui à un moment ou l'autre de sa vie militante, et que vous comptiez encore ainsi dans le mouvement social d'aujourd'hui. C'est pourquoi il a souhaité partager cet instant avec vous. Certains camarades n'ont pu être parmi nous, et ont transmis un message d'amitié à Jojo pour s'excuser, de même que Jean-Marc Ayrault, à l'origine de cette récompense, quand il était maire, et qui n'a pu être présent en raison de sa nouvelle responsabilité de 1er Ministre.

Je remercie aussi la Maison des Hommes et des Techniques et son président qui nous accueille ce matin. Le choix de ce lieu n'est pas anodin pour Jojo, car c'est ici qu'il a travaillé et mené quelques batailles pour sauver son emploi et celui de centaines d'autres salariés. Lutte pour la sauvegarde de la navale, qui trouve encore des échos aujourd'hui avec la situation fragile des chantiers de Saint-Nazaire. Comme dis Jojo, « je suis chez moi ici ».

C'est un grand honneur pour la CGT qu'un camarade reçoive la légion d'honneur. Ce n'est

pas quelque chose qui arrive souvent, le syndicalisme et plus particulièrement la CGT, surtout dans la période actuelle, est souvent marginalisé.

Pourtant de grandes avancées sociales ont vu le jour grâce à de nombreux camarades comme Jojo et Cécile, qui n'ont eu de cesse de combattre les injustices, gagner des droits nouveaux et s'opposer à tout recul. La bataille que mène dans la période, la CGT avec d'autres organisations syndicales contre le projet de loi issu de l'accord du 11 janvier, en débat au Sénat, va dans ce sens. Le texte en débat retient les propositions les plus destructrices pour le droit du travail : flexibilité, mobilité forcée, chantage à l'emploi pour baisser les salaires, autant de reculs sociaux qui nécessitent pour nous de poursuivre l'information aux salariés et leur mobilisation.

Notre syndicalisme a été créateur de notre Sécurité Sociale, de nos retraites par répartition, de l'assurance maladie, des allocations familiales, de l'assurance chômage. Non seulement nous les défendons mais nous proposons de les étendre. Si la France voit sa population vieillir plus longtemps et en bonne santé, si nous sommes le pays européen qui fait le plus d'enfants, si la crise nous a touchés moins vite que d'autres, c'est grâce à tout cela. Partout dans le monde, les travailleurs ont besoin de cette protection et nous envient.

A la veille du 1er mai, journée internationale du travail, nous voulons construire avec les salariés du monde entier, rassembler du lieu de travail jusqu'à l'échelle mondiale, pour lutter contre le dumping social et les diktats financiers, pour lutter contre les politiques d'austérité qui plongent les peuples dans la misère et développent le racisme et la xénophobie.

Au travers de la remise de la légion d'honneur à Jojo, c'est aussi sa femme Cécile, qui a contribué largement à cet engagement politique et syndical qui est honorée, ce sont aussi leurs enfants, petits-enfants et arrière petits-enfants qui peuvent être fiers de ce qu'ils leur ont transmis. C'est également la reconnais-



sance de valeurs de justice sociale, de solidarité, d'égalité et de fraternité qu'ils font vivre tous les jours par leur engagement.

Pour terminer, je voulais revenir sur quelque chose qui est cher à Jojo et qui est toujours d'actualité, le syndicalisme rassemblé.

C'est une question qui a traversé tous les congrès de la CGT jusqu'au dernier à Toulouse en mars de cette année.

Georges Séguy dans son livre « Résister » parlait de défi du syndicalisme du XXI^{ème} siècle.

Je voulais citer juste une phrase du livre de Jojo : « Hier l'unité d'action était un combat, aujourd'hui le syndicalisme rassemblé est aussi un combat qu'il nous faut gagner pour les salariés et avec les salariés. Parce que tout est fait pour les diviser et leur laisser croire que les solutions à leurs problèmes seraient individuelles ».

Ce n'est pas un défi facile, surtout dans la période, mais c'est un défi que le syndicalisme doit relever pour gagner un monde meilleur pour tous.

Chers amis, chers camarades,

Nous allons maintenant procéder à la remise de cette légion d'honneur, et pour cela Jojo a fait appel à un ami et camarade, lui-même Chevalier de la légion d'honneur et militant de longue date à la CGT : Albert Labarre.

Albert est retraité de la construction, il a milité avec Jojo et a eu aussi des responsabilités syndicales, au secrétariat de l'UD notamment. Il est toujours très actif, car il parcourt toujours le département, pour aller vers les retraités issus de son secteur professionnel, avec efficacité. Aujourd'hui, c'est notre plus importante section de retraités CGT avec plus de 1300 syndiqués.

Pour Jojo comme pour Albert, le syndicalisme est une nécessité à tout âge de la vie. Pour eux, construire le rapport de forces nécessaire face à nos adversaires que sont le patronat et le capital, passe obligatoirement par un syndicalisme de masse et la bataille des idées.

Ils l'exprimeront beaucoup mieux que moi tout à l'heure.

Albert à toi la parole.

Marie-Claude ROBIN



Apéritif ouvrier servi par les camarades retraités de la métallurgie de la section syndicale de Jojo. (photos Michel CHARRIER)

Georges Prampart à l'adresse de tous.

Bienvenue à tous,

La distinction d'aujourd'hui a une histoire. En l'an 2000, Jean Marc AYRAULT, Député Maire de Nantes en avait déjà formulé la demande.

En janvier 2012, il m'informe qu'il avait renouvelé celle-ci. Le 2 janvier 2013, il me fait part de sa satisfaction que la Légion d'honneur me soit accordée. Je l'en ai remercié et fait savoir la façon dont je souhaitais cette rencontre d'aujourd'hui et l'ai amicalement invité.

Traité en une demi-heure, temps qui m'est imposé 68 ans d'histoire économique et sociale vécue, je ne peux que la survoler.

1945, c'est la fin de la guerre, j'ai 17 ans, avec mon CAP de chaudronnier, je travaille ici au Chantier de la Loire et c'est ici que j'ai été élu en 1950 délégué du personnel, mon 1er mandat syndical. La France est détruite, son économie est à reconstruire, elle est financièrement ruinée par la guerre et l'occupation. Nous repartons à zéro, nous sommes persuadés d'être la génération qui va bâtir une société nouvelle. Nous travaillons 47h1/2 voir 54h par semaine ; il faut produire, produire. Durant les 10 ans (45 – 55) la productivité du travail est de 6 à 7% chaque année. Les tickets de rationnement de certaines denrées existèrent jusqu'en fin 1949.

Le pouvoir d'achat des salaires est loin de celui d'avant-guerre. L'inflation est galopante 766% en 10 ans, les prix multipliés par 8, oui par 8.

Pourtant les Gouvernements successifs avaient décrété le blocage des prix et des salaires ; les prix ne le sont pas, les salaires oui. Gouvernement et Patronat profitent de la division syndicale (FO est née en 1947) pour opposer un front de refus à toutes augmentations des salaires et du Pouvoir d'Achat. Des grèves éclatent ; elles sont souvent des échecs.

Pourtant les profits dont on ne parle pas, comme s'ils n'existaient pas, s'accumulent. La CGT publie des exemples sur les profits réalisés ; le patronat répond : les profits d'aujourd'hui, ce sont les investissements pour demain et la garantie de l'emploi pour tous.

A l'époque il y avait 120 000 demandeurs d'emploi.

Puis 1955 un tournant. Le mécontentement est grandissant, l'unité ouvrière et syndicale se reconstituent, ce furent les grèves victorieuses, notamment à St Nazaire et Nantes. Cette unité retrouvée aura des prolongements durant plus de 25 ans dans le



département, et même dans la région pour la défense de l'emploi dans les années 1960 – 70.

En 1956 nous obtenons la troisième semaine de congés payés. Oui, nous allions bâtir cette société nouvelle, d'abord parce qu'en France les organisations de résistances avaient élaboré un programme pour l'après-guerre.

Le programme du Conseil National de la Résistance comportait des transformations importantes en matière politique, économique et sociale.

Au plan International, tirant les enseignements de la crise monétaire et économique de 1929 – 1930 qui a conduit à la guerre, les représentants des Etats vont mettre en place des organismes capables de maîtriser, de réguler, disent-ils, les excès du Marché, Qu'en sera-t-il ?

C'est ainsi que l'Organisation Internationale du Travail (O.I.T.) réunie le 10 Mai 1944 va publier une convention dite de Philadelphie, dont le thème est « *il ne peut y avoir de Paix Mondiale sans Justice sociale* » et qui comportait d'importantes propositions sur le plan économique et social, et dont l'ONU va s'inspirer : elle mettra en place la Banque Mondiale, le Fond Monétaire International, notamment.

Sur le plan monétaire, les Etats Unis imposent le dollar comme monnaie de référence pour les autres monnaies et les échanges internationaux, ce sont les accords de Bretton Wood le 22/07/1944, Le dollar étant lui-même indexé sur l'or.

Juillet 1950, un évènement, Cécile et Jojo se marient mais pas de logement, on trouvera refuge chez mes parents dans une maison à demi finie, un réchaud à alcool pour la cuisine, une cuisinière à charbon pour le chauffage, un strict minimum en vaisselle. Mais l'essentiel le lit de Cécile, qui prévoyante était à

→ 2 places. Elle savait bien qu'un jour cela lui arriverai de le partager.

Nous voilà parti pour un voyage qui dure depuis 63 ans. Bientôt, dans celui-ci, Annie nous rejoindra 1 an plus tard, Michel en 1954 et Alain en 1956. Tous les 15 jours, on reçoit notre paye en liquide, dans une enveloppe. Puis on va nous obliger à ouvrir un compte chèque.

Un jour le facteur va laisser le carnet de chèques à ma mère. Celle-ci va dire à mon père, les enfants doivent avoir de l'argent tu verras le nombre de chèques qu'ils ont.

Cécile aussi était une militante, elle a adhéré à 15 ans à l'Union des Jeunes filles de France, des camarades de cette époque sont parmi nous aujourd'hui

Par la suite, elle a milité dans les amicales laïques et les parents d'élèves, elle a été à l'origine de la création de l'Amicale laïque et des parents d'élèves au Breil Malville, nouveau quartier de Nantes en 1959, quartier que nous habitons. Elle en a été l'une des responsables et animatrice pendant de nombreuses années.

Lorsque l'on s'est mariés, Cécile était au chômage pour avoir déjà revendiqué une augmentation de salaire. A l'époque, les moins de 21 ans n'avaient pas d'indemnité de chômage. Les enfants sont arrivés, elle a travaillé à la maison pour des magasins de confection ou elle était déclarée. Elle a toujours habillé les enfants, ainsi qu'elle-même. Me concernant, je n'avais droit qu'aux pulls et chaussettes tricotés sous le prétexte qu'elle n'était pas couturière pour hommes, j'étais le sacrifié.

En 1961, elle fut sollicitée par le Parti Communiste pour aider la camarade qui était la responsable de la librairie « *Au Livre Ouvert* ». En 1964 elle en devint responsable salariée. Au-delà de l'activité commerciale ordinaire, elle était avec ses collègues, des militantes bénévoles, pour la diffusion de la littérature, en direction de nombreuses associations. Son rayonnement allait au-delà de la Loire Atlantique.

Depuis 16 ans, la France est en guerre de 1946 à 1954 en Indochine, et de 1954 à 1962 en Algérie. Cela ne sera pas sans conséquence sur les finances de la France.

Durant toutes ces années la croissance de la France est de 5,5% en moyenne par an. On produit de plus en plus et en moins de temps. Que chacun d'entre nous travaille moins mais travaillons tous.

Face à la production de masse il faut satisfaire les besoins des ménages, il faut augmenter le pouvoir d'achat. Syndicalement nous ne cessons de l'exiger, c'est ainsi que le pouvoir d'achat va progresser sous la pression permanente des travailleurs, et particu-

lièrement à la suite de la grève de 1968. Nous arrachons la quatrième semaine de congés.

Le SMIG, Salaire Minimum Garantie, va augmenter de 35% et c'est en 1970 que le SMIG qui n'était indexé que sur l'augmentation des prix va devenir le SMIC, Salaire Minimum de Croissance, celui-ci progressera de l'augmentation des prix plus une part de la croissance économique améliorant ainsi le pouvoir d'achat. L'action syndicale paie.

Réfrigérateur, machine à laver, téléviseur, voiture sont produites en masse, progressivement suivant les revenus des ménages, ceux-ci vont plus ou moins rapidement s'équiper.

En 1956, on commence à s'équiper, on achètera une gazinière pour remplacer celle que l'on avait loué à Gaz de France, puis on finira en 1966 par l'achat d'une 203 d'occasion qui n'était pas une ferrari. Un an après on a un accident et lorsque l'on a dit aux enfants qui étaient à la colo du Gâvre que la voiture était morte, l'un d'entre eux nous a dit « *tant mieux on va la changer elle puait* ».

Toujours dans ces années 60, les gouvernements et le patronat vont lancer l'opération restructuration, c'est à dire favoriser les fusions, la concentration d'entreprise pour en faire des cartels, des monopoles. Le Patronat va exiger et obtenir en 1965 du gouvernement des mesures fiscales pour réaliser celle-ci. Mais les petites et moyennes entreprises vont se trouver pour nombre d'entre elles, affaiblies dans ces opérations.

Le tertiaire, les services vont se développer considérablement. Un commerce ferme, c'est une banque qui le remplace. Dans le commerce aussi les concentrations s'accroissent, les grandes surfaces font leur apparition.

Dans l'agriculture, le remembrement des terres et la mécanisation vont faire que les actifs agricoles vont passer progressivement de 8 millions environ en 1945 à moins d'un million aujourd'hui, les paysans se prolétarisent.

Le chômage va passer en 1967 à 430 000.

La bataille contre les restructurations et l'accélération des licenciements va entraîner des manifestations des organisations syndicales ouvrières, d'enseignants et paysans comme à St Nazaire et Nantes ou le 19 février 1964 il y aura 70 000 manifestants. Les commerçants baissent leur rideau.

Il en a été de même en 1966 - 1968 au niveau régional, l'exigence était « *l'Ouest veut vivre* », c'est la revendication de la Pré-retraite.

Sur le plan international un événement considérable va se produire.



Le 1er choc n'est pas pétrolier. NON

C'est la décision de Nixon Président des Etats Unis, qui décrète le 15 avril 1971 que dorénavant le dollar ne sera plus convertible, échangeable en or. La planche à billet a tellement fonctionné aux Etats Unis qu'ils sont en faillite et oui, et que la masse de dollars en circulation dans le monde ne peut plus être, pour les autres états, échangeable en or.

Les accords de Bretton Wood qui avaient été institués pour éviter les désordres monétaires volent en éclats. Les monnaies sont flottantes. Cela va avoir des conséquences considérables pour l'économie mondiale notamment dans les échanges entre Pays. Les pays producteurs de Pétrole ou de matières premières, compensent la baisse du dollar par la hausse de leur prix.



C'est bien le désordre monétaire et économique qui est la 1ère cause importante de la crise que nous connaissons aujourd'hui. L'augmentation du pétrole en est une conséquence. Ce qui ne veut pas dire que les producteurs de pétrole ne se soient pas enrichis. 40 ans après, tous les jours, on entend dire encore que ce serait l'augmentation du pétrole qui serait la cause de la crise.

En 1973, l'Etat lance un emprunt. L'emprunt Giscard, de 7 milliards de Francs basé sur le cour de l'or. Les banques en seront les principaux souscripteurs.

Celui-ci 15 ans plus tard aura coûté à l'Etat, donc à nous plus de 90 milliards. C'est à dire 13 fois sa valeur initiale, dans le même temps, les prix auront augmentés de 2,6 fois, le SMIC de 4,7 fois, les salaires de 4,3 fois.

Avant, les emprunts Pinay de 1952 – 1958 avaient été aussi juteux pour la finance.

C'est la démonstration même que la rentabilité du capital, de l'argent est l'objectif du système capitaliste. Une entreprise annonce un plan social (licenciement) le lendemain les actions grimpent en Bourse.

Ce n'est pas l'homme ou la femme qui en est le capital le plus précieux mais l'argent. Jusqu'en 1974 le budget de l'Etat est en équilibre, c'est à partir de cette date 1975 que la dette va progresser, que la croissance ne va plus être que de 2,5% en moyenne par an. Le désordre monétaire a ses répercussions.

En 1976 il y a 1 million de chômeurs, il passera à 2 millions en 1982, 3 millions en 1993.

Si la gauche accède au pouvoir en 1981 et qu'il y aura des avancées sociales, la retraite à 60 ans, la cinquième semaine de congés payés, les 35 heures, il n'y aura pas de réforme profonde du système, mais une gestion de celui-ci.

En 1980 avec la débâcle du dollar, sa faillite, va apparaître une nouvelle doctrine économique sous l'impulsion de Milton Friedman économiste américain, Prix Nobel. LE LIBERALISME qui va séduire Ronald Reagan et Margaret Thatcher.

Les Etats Unis et la Grande Bretagne ne sont-elles pas les 2 premières places boursières au monde. Elles vont donc servir à l'expansionnisme du libéralisme. Cette doctrine peut se résumer ainsi il y a trop d'intervention des Etats, trop de contrainte sur le marché, l'économie, les Etats ne peuvent le réguler.

Seul le marché, la finance, est le régulateur absolu. Il faut le laisser agir en toute liberté. « L'inflation le chômage sont nécessaires ».

Il faut diminuer les impôts sur les sociétés, diminuer les prélèvements sociaux. En 1980, l'impôt sur les sociétés en France était de 50%, il passe à 33,3%, il est aujourd'hui encore moindre, du fait de la non harmonisation fiscale en Europe et de la prolifération des sociétés dans les Paradis fiscaux qui échappent ainsi à l'impôt. Le système libéral impose aux états d'emprunter. Il devient la gouvernance mondiale il impose sa politique.

Nous empruntons à ceux qui nous ont volés les fruits de notre travail en accumulant les profits. Ils nous prêtent en nous imposant un taux décidé par les agences de notation qui leur appartiennent.

Nous sommes en 2007, la crise de l'immobilier frappe les Etats Unis, elle est le révélateur d'un système qui a consisté à mettre en circulation dans le monde des sommes considérables d'argent qui ne correspondent ni à l'économie réelle du Monde ni même aux réserves des banques.

C'était de l'argent virtuel. Dans la folie de la spéculation du profit immédiat, de grandes banques, n'étaient plus en mesure de rembourser les emprunts qu'elles avaient contractés à d'autres banques. C'était la faillite, la panique. Tous les robinets se sont fermés, paralysant l'économie.

Albert vient de remettre la Légion d'Honneur à Georges





Le libéralisme régulateur absolu du marché explose, à son tour ; ce libéralisme qui considérait que les états ne devaient pas intervenir, les met dans l'obligation de le faire pour sauver les banques. La dette des états explose partout en Europe.

Qu'a fait la banque centrale européenne, le FMI, ils ont laissé pourrir la situation mettant les peuples, l'Europe dans l'austérité, le chômage et la pauvreté. Que nous prépare-t-on comme régulateur absolu : la guerre elle existe déjà dans ce que l'on appelle les guerres régionales. Mais !!!!!

Sur L'Europe.

Rappelons-nous il y a 8 ans, il fallait dire OUI à une Europe qui était parait-il cohérente, efficace. Une Europe ou rien ne pouvait être changé dans le projet de constitution. On a voté NON majoritairement en France et on nous a imposé au nom de la démocratie sans doute, le OUI.

Le bilan de cette Europe est la concurrence entre les Etats, entre les travailleurs, que nous dit-on aujourd'hui il faut plus d'Europe pour éloigner encore plus les citoyens des organismes de décision.

Non ce n'est pas de cette Europe-là que nous avons besoin.

En 1999, Maurice Allais, économiste français de réputation mondiale écrit un livre dans lequel il dit « *la crise arrive* », il est ignoré des médias, pire il est ridiculisé.

Par contre les Marseille, Elie Cohen, les économistes de référence, les experts gouvernementaux sont partout sur les plateaux de télévision, dans les médias ; ils sont les idéologues, les propagandistes du capitalisme.

En février 2006 dans l'émission « C'est dans l'air » Cohen déclare : « on ne peut pas connaître une crise comme celle de 1929, nous avons les moyens de la juguler », avec l'approbation de Touati représentant de NATIXIS, banque qui fera faillite. Pendant plus de 2 ans, on ne les verra plus puis ils réapparaissent à nouveau.

Les économistes attérés qui critiquent le système, n'ont pas place dans les médias. Ils en sont exclus.

Ce sont des gens comme Lenglais sur France 2, dans la campagne des présidentielles, qui arrive avec ses graphiques truqués et qui répète tous les jours : « *la dette, la dette, on ne travaille pas assez, on n'est pas compétitif, les autres sont meilleurs que nous, on vit au-dessus de nos moyens* ».

Des slogans à l'emporte-pièce pour nous culpabiliser, rendent responsables de la crise ceux qui en sont les victimes. Il faut façonner les esprits et cela prend malheureusement. Leur bilan : augmentation du chômage, de la pauvreté, des inégalités.

Notre tâche, celle de la génération d'aujourd'hui, c'est de rassembler toujours plus, ces millions d'indignés rendent plus efficaces leur intervention, c'est de la responsabilité des organisations syndicales des associations et des partis politiques qui se réclament d'un monde plus solidaire, plus fraternel de progrès et de paix.

J'ai toujours considéré l'unité comme une nécessité mais l'unité est un combat pour la réaliser, avec les camarades de la CFDT ici présents nous nous rappelons ces périodes.

Tirer les leçons de notre histoire peut y aider.

Notre engagement à Cécile et à moi dans le Parti Communiste ont fait de nous les militants que nous sommes devenus. Oui le Parti nous a apporté beaucoup en tant qu'homme et femme, sur le plan culturel, intellectuel dans notre développement personnel, avec ces militants désintéressés et qui étaient pour nous, exemplaires : deux d'entre eux à Nantes G. Jacquet et P. Gaudin, et pourtant dans ces années 1977 – 1983 ce sera la rupture.

Fin 1977, c'est la rupture de l'Union de la Gauche, un tournant dans la vie politique française. La campagne électorale de 1978 pour les élections législatives, qui seront gagnées par la droite, révèle une radicalisation dans le combat politique.

Les positions contradictoires du Parti communiste dans cette campagne font débat en son sein.

Pour sa part, la CGT, dans son 40ème congrès national, fin 1978 réaffirme avec force sa volonté d'indépendance d'organisation de masse et de tout faire pour unir, rassembler les travailleurs et leur organisation syndicale dans l'action. La Direction Nationale de la CFDT prend ses distances dans la pratique unitaire, ce sera son recentrage.

Le 23ème congrès du Parti communiste, début 1979 adoptera une stratégie, une politique que nombre de militants ne partage pas et je serai de ceux-là. Il était donc normal que les responsabilités départementales que j'exerçais depuis près de 30 ans me soient retirées.

On ne peut assumer des responsabilités pour appliquer une politique que l'on combat.

Le Parti communiste considère que la CGT est sur des positions réformistes, que les décisions qu'elle a prise à son Congrès doivent être abandonnées au nom de l'intérêt de classe. Il va intervenir même directement auprès de ses militants ayant des responsabilités importantes au plan national et départemental dans la CGT pour changer le cours des choses.

Krasuky sera l'ordonnateur d'une telle besogne ce que j'appelle dans notre livre l'O.P.A., Opération du



→ Pouvoir Accaparé. IL en résultera que des centaines de militants communistes, pour l'essentiel, mais pas seulement ayant des responsabilités à la confédération, dans les fédérations et dans les UD seront écartés exclus de leur responsabilité.

Séguy sera le premier de ceux-là, je le serais aussi, ainsi que Roger Rousselot qui a été secrétaire de mon syndicat aux Chantiers puis secrétaire Général de l'UD et secrétaire de la Région et de la CE confédérale, pendant 25 ans.

Roger est toujours vivant, mais il est mort syndicalement et politiquement en 1982.

Au-delà des méthodes employées dans le passé et que l'on croyait révolues, il y a eu le dénigrement, le discrédit des personnes. Comment s'étonner que nombre de militants ne nous connaissent plus, ne nous parlaient plus.

Cécile aussi connaîtra cette situation comme salariée de la librairie du parti « *Au Livre Ouvert* ». N'était-elle pas la femme de Prampart. Elle a quitté la librairie et ensemble nous avons décidé que la traversée du désert qui nous attendait, serait plus facile à deux et ce fut vrai.

Je dois dire aussi que nombreux sont ceux qui d'accord avec la ligne politique du parti nous ont toujours gardé leur amitié.

Ce sont, disaient certains, un combat de chefs. Durant quelques années, nous avons planté nos choux, élevé poulets et canards. On refusait toutes propositions qui nous étaient faites.

Un jour, à une demande du Centre d'Histoire du Travail (CHT), Cécile m'a dit « tu ne vas pas toujours tout refuser ». J'ai accepté et c'était parti pour un autre genre d'activités. De l'archivage faisant appel à la mémoire, aux rencontres avec des étudiants, faisant une thèse, une recherche, j'étais devenu celui à qui l'on faisait appel pour le passé.

A l'occasion par exemple du mouvement de 1955, de 1968 ou autre, ici même avec les camarades de la MHT (Maison des Hommes et des Techniques), du CHT et des anciens de la Navale dont je suis membre, des débats sur le mouvement syndical, chez des lycéens, ou avec des chercheurs en histoire sociale, avec des étudiants étrangers même, avec le souci permanent de relier le passé au présent.

Rencontres multiples avec des gens qui écrivaient des livres, des journalistes, des cinéastes même et deux expériences importantes, ou pendant plus de deux ans, nous avons Cécile et moi planché à l'université de Nantes, avec des sociologues, des profs, et étudiants en histoire ou en droit social. Expérience qui s'arrêtera avec la mort d'un camarade qui était la cheville ouvrière de cette initiative.

Enfin le livre que nous avons réalisé avec l'équipe du CHT. « *Une vie de combat et de convictions* ».

Pendant au moins 15 ans jusqu'en 1998 nous nous sommes perdus de vue avec les militants, comme le dit la chanson, pourtant l'on s'est aperçu sans se voir dans les manifestations auxquelles nous participions, pas toutes, nous faisons notre choix en fonction de critères qui étaient les nôtres

Puis l'on s'est vu, un petit coup de tête pour dire bonjour, un bonjour, ça va puis une poignée de main. Petit à petit on s'est reconnu. Un jour Cécile dans une manif m'a dit « *j'ai rencontré tel couple, ils m'ont embrassé* ». C'était un événement pour nous.

Le processus va accélérer. En 1998, je suis sur la liste de l'Union de la gauche pour les élections régionales. Dans le même temps, Krasuky venant à Nantes pour le 30ème anniversaire de Mai 1968 m'interdit toute participation aux initiatives prévues à Sud Aviation, à la Faculté ou pourtant en 1968, j'ai pris la parole pour la CGT, devant les étudiants à la FAC de Nantes et était omniprésent à Sud Aviation.

Il y a aussi une nouvelle génération qui accède notamment dans la CGT, à des responsabilités à tous les niveaux de l'organisation et je suis à nouveau invité à participer à des initiatives. Et puis la réalité est là !

Nous étions quarante mille syndiqués, cotisations payées à l'UD de Loire Atlantique, près de 2 millions 1/2 au plan national dans les années 76 – 78. Combien dans les années 90 ? Sans parler de la perte d'influence de la CGT et du Parti communiste.

Puis nous nous sommes retrouvés. Pouvait-il en être autrement ? Quand nous avons partagé pendant des années et des années le même idéal, les mêmes convictions, des combats communs. Tout récemment avec Georges Séguy, nous avons évoqué ce parcours commun.

La solidarité, la fraternité, l'amitié ont traversé toute notre vie, comment ne pas se rappeler ce jour où en réunion avec les patrons pour les revendications, je reviens aux Chantiers qui est désert, nous sommes en grève, et là mon vélo tout seul, devant les vestiaires, avec sur le porte bagage, ma part de la solidarité qui a été distribuée.

Ils savaient que je pensais à eux devant les patrons, ils ont pensé à moi.

1952 – Une année oh combien difficile, pour nous. Les copains du charpentage de bois fabriquent une balancelle comme jouet de Noël pour Annie. Un Pif le chien comme effigie, héros de la bande dessinée du journal l'Humanité avec un pinceau et un pot de peinture dans ces pattes. C'était les copains de la peinture qui l'avait décoré.

→ Annie s'en rappelle encore. (Elle était bleue, elle l'a précisé en tapant ce texte).



Et ce jour lors d'une grève le Patron décide de me licencier pour appel à des actions de grèves qu'il considère illégales. J'avais au cours de la prise de parole demandé aux gars de ne pas casser les manches de marteau, en clair de ralentir la production.

Ils ont rajouté aux revendications la suppression de mon licenciement et nous avons gagné.

Oui que de fraternité, de solidarité qui forge l'amitié entre les hommes et les femmes dans les combats que nous avons menés ensemble. Ceux sont les syndiqués, les militants qui ont fait et font la CGT.

Si j'ai demandé à Albert que ce soit lui qui me remette la légion d'honneur, c'est parce qu'il l'avait déjà, c'est aussi parce que nous avons eu un long parcours militant ensemble.

Mais la raison essentielle, c'est la reconnaissance que je lui dois à l'amitié qu'il m'a témoignée en 1983 en prenant l'initiative d'organiser avec d'autres camarades de l'UD un pot pour mon départ.

Malgré toutes les pressions qu'ils ont subies, Albert a tenu.

En parlant de Georgette, la femme d'Albert, qui n'était pas une militante engagée, encore que, elle a eu à gérer comme nombre de conjointes de militants, les retombées sur la vie familiale, de l'engagement de ceux-ci, et parfois aussi, les difficultés financières. Donc quelque part elles ont contribué au combat que nous avons mené.

C'est pourquoi aujourd'hui les couples ont été invités.

A tous ceux qui, dans cette période, nous ont permis de garder confiance de ne pas baisser les bras pour continuer à se battre en silence et qui sont ici aujourd'hui, une pensée particulière, et même plus.

Un "capital" bien acquis : de nombreuses personnes lors de la cérémonie.
(Photos Michel CHARRIER).

Sur les tables, les fleurs du Camélia, il est magnifique, qui a été offert à Cécile, il y a 30 ans, lors du pot pour mon départ organisé par Albert.

A la Chancellerie qui me demandait mon parcours, j'ai fait état des responsabilités que vous m'aviez confiées. C'est donc grâce à vous tous et à notre engagement de militants que cette distinction m'a été attribuée.

Un mot encore : Je vous communique mon patrimoine qui n'est pas dans un paradis fiscal, Il n'est pas non plus côté en bourse, c'est : Cécile, nos 3 enfants, nos 6 petits enfants, leurs conjointes et conjoint et nos 6 arrière petits-enfants.

Merci.

Georges PRAMPART

PARCOURS MILITANT

PRAMPART Georges, né le 27/02/1928 à Nantes - 44, nationalité française.

Service militaire du 15/11/1948 au 15/11/1949, puis période militaire de 21 jours en octobre 1952.

Certificat d'études primaires en juillet 1940.

CAP Chaudronnier en 1945.

De 1945 à 1961 - Salarié aux ateliers des Chantiers de la Loire à Nantes.

De 1950 à 1955 - Secrétaire départemental de l'union des jeunesses républicaines de France, membre du Comité National.

1951 - Délégué CGT du personnel aux chantiers de la Loire, secrétaire section syndicale CGT.

De 1950 à 1979 - Membre du bureau fédéral de Loire-Atlantique du Parti Communiste Français.

1956 - Membre du secrétariat de la métallurgie de Nantes.

De 1961 à 1971 - Secrétaire Général permanent du syndicat CGT de la métallurgie de Nantes, membre de la Commission Exécutive de la Fédération Nationale de la métallurgie CGT.

De 1959 à 1965 - Conseiller municipal communiste à Nantes, responsable pour son groupe des questions économiques et sociales à Nantes.

De 1961 à 1971 - Responsable départemental de la formation syndicale pour les militants, délégué du personnel, comité d'entreprise, comité d'hygiène et sécurité, conseiller juridique, prud'hommes, administrateur de sécurité sociale.

De 1961 à 1983 - Président de l'oeuvre des métallurgistes nantais, colonie de vacances du Gavre (44) et centre de formation.

De 1971 à 1983 - Secrétaire général de l'union départementale CGT de Loire-Atlantique, membre du secrétariat régional CGT des Pays de Loire, membre du comité confédéral national de la CGT.

1983 - Pré-retraité, retraité en 1988.

Durant cette période et jusqu'à aujourd'hui, membre de l'association des anciens de la Navale créée à la suite de la fermeture des chantiers de Nantes en 1987.

Co-fondateur du Centre d'Histoire du Travail à Nantes en 1981.

Il participe avec ses deux organismes à des débats, colloques, travail de mémoire sur le mouvement ouvrier en Loire-Atlantique et particulièrement avec de très nombreux étudiants ou chercheurs. Avec le Centre d'Histoire du Travail, il a publié en 2009 un livre : "Georges Prampart, une vie de combat et conviction".

De 1950 à aujourd'hui, son épouse et lui ont fait ensemble ce parcours.

L'année 2013 sera l'année de sa 69ème carte syndicale à la CGT.

Le poids des mots et le 1^{er} Mai

Le rôle et la place des médias sont importants et il n'échappe à personne que le langage utilisé par les journalistes de la presse écrite et audio visuelle conduit à façonner la pensée des travailleurs et du peuple. Ainsi :

- **Les cotisations sociales sont devenues les charges patronales.**
- **La sécurité sociale est devenue l'assurance sociale.**
- **Le capitalisme est transformé en société libérale.**
- **La solidarité est devenue l'assistanat.**
- **Le code du travail devient avec l'ANI la sécurisation de l'emploi.**
- **Les patrons sont devenus les entrepreneurs.**
- **Les plans de licenciements sont dorénavant des plans sociaux.**

Ce langage que l'idéologie dominante a imposé affecte aujourd'hui les activités politiques et syndicales. Ainsi le 1^{er} Mai historiquement « jour de lutte et de solidarité international des travailleurs » est devenu au fil des années fête des travailleurs et même fête du travail quand ce n'est pas fête du vrai travail ou fête du muguet.

Il s'agit là de multiples tentatives d'ensevelir dans l'oubli, d'occulter ou de falsifier l'histoire du 1^{er} Mai, le mouvement syndical et particulièrement son courant révolutionnaire de lutte des classes.

L'objectif évident c'est de nier la réalité de la lutte des classes, pour certains elle est dépassée, ne l'ont jamais trouvée actuelle, avant elle n'existait pas, après elle est dépassée, mais entre temps elle n'a pas existé.

Ce langage est d'apparence moderne, il est dangereux et a pour but, à plus ou moins longs termes, d'annihiler l'esprit de conquête et de lutte des classes, il est donc important de ne pas céder devant ce « modernisme » qui n'est d'autre qu'un enfumage des idées des travailleurs et du peuple.

Il n'est donc pas inutile de revenir sur la genèse du 1^{er} Mai.

Le 1^{er} Mai est né en France le 20 juillet 1889 à Paris à la fin du congrès constitutif de la 2^{ème} internationale socialiste, qui portait en lui les trois 8, 8 heures de travail, 8 heures de culture, 8 heures de repos.

C'était aussi le centenaire de la Révolution Française. Les origines du 1^{er} Mai sont américaines et elles sont douloureuses.

En août 1866, le congrès national du travail de Baltimore, représentatif du prolétariat américain, proclame :

« Le premier grand besoin du présent pour délivrer le travail de ce pays de l'esclavage capitaliste est la promulgation d'une loi d'après laquelle la journée de travail doit se composer de 8 heures dans tout l'Etat de l'Union Américaine ».

La pression ouvrière est telle que le 25 juin 1868, le gouvernement américain accorde la journée de 8 heures à tous les journaliers ouvriers et artisans.

L'affrontement entre exploités et exploités est très violent, les cheminots en lutte pour les 8 heures en arrivent à combattre les armes à la main à Pittsburgh en 1877.

En 1884 des émeutes des travailleurs, violemment réprimées font plus de 50 morts à Cincinnati.

Dans le prolongement des luttes de Pittsburgh naît dans cette même ville la Fédération Américaine du Travail (A.F.L.).

Le 4^{ème} congrès de l'AFL de novembre 1884 à Chicago décide qu'à partir du 1^{er} Mai 1886, que la journée de travail ne sera que de 8 heures.

Tout au long de l'année 1885, la mobilisation de l'AFL et des travailleurs américains est intense et les provocations patronales ne le sont pas moins.

Le 1^{er} Mai 1886 se déroulent des rassemblements, manifestations et grèves de masse sous un mot d'ordre unitaire : « A partir d'aujourd'hui nul ouvrier ne doit travailler plus de 8 h par jour ».

Le 1^{er} Mai 1886 entrait dans l'histoire sociale des Etats Unis comme le grand affrontement entre le prolétariat américain et le capitalisme le plus oppressif à cette époque.

Mais dès le 28 avril 1886, de graves affrontements se produisent à Milwaukee, la police tire et 9 manifestants sont tués.

Deux jours plus tard le 1^{er} Mai, c'est à Chicago que se produisent de nouveaux affrontements, ou la journée de travail était de 14 à 16 heures par jour et la misère y régnait.

Le 3 mai les grévistes face au lock out et face aux « jaunes » qui les remplaçaient les grévistes manifestent devant l'usine Mac Cormick, la milice patronale armée et la police tirent et on relève 6 morts et une cinquantaine de blessés.



La police charge les grévistes, foule évaluée à 15 000 manifestants, une bombe est lancée dans les rangs de la police faisant 8 morts et 60 blessés. Par qui est-elle lancée ? A qui profite le crime ? L'enquête de la police n'aboutit pas à le déterminer.

La riposte de la police est terrifiante, plusieurs dizaines de manifestants sont tués avec de très nombreux blessés.

Nombreuses arrestations et 8 militants sont arrêtés et jugés par un simulacre de procès le 20 août 1886, les 8 accusés sont condamnés à mort, 6 seront pendus et 2 verront leur peine commuée aux travaux forcés à perpétuité.

L'émotion aux Etats Unis et dans le monde est très forte, délégations, pétitions et messages du monde entier ne peuvent les sauver.

Comme l'avoua un des jurés lors du procès :

« *Il fallait les pendre de toute façon, car c'étaient des hommes trop dévoués, trop intelligents, trop dangereux pour nos privilèges* ».

Ainsi le 1^{er} Mai est entré dans l'histoire du monde du travail dans la douleur et dans le sang des ouvriers et c'est le congrès de l'AFL de décembre 1888 à Saint Louis qui fit que cette date fut adoptée pour la manifestation internationale.

En France c'est donc le congrès de la 2^{ème} Internationale qui adopta le 1^{er} Mai, congrès marxiste, qui réunissait des personnalités marquantes du Mouvement Socialiste International dont pour la France : Guesde, Vaillant, Deville, Longuet, Lafargue, Camélinat et le congrès adopta le texte fondateur du 1^{er} Mai qui précisait :

« Il sera organisé une grande manifestation internationale à date fixe, de manière que, dans tous les pays et dans toutes les villes à la fois, le même jour convenu, les travailleurs mettent les pouvoirs publics en demeure de réduire à huit heures la journée de travail et d'appliquer les autres résolutions du congrès international de Paris.

Attendu qu'une semblable manifestation a déjà été décidée pour le 1^{er} Mai 1890 par l'Américain Fédération of Labor dans son congrès de 1888 tenu à Saint-Louis, cette date est adoptée pour la manifestation internationale.

Les travailleurs des diverses nations auront à accomplir cette manifestation dans les conditions qui leur sont imposées par la situation de leur pays ».

Le 1^{er} premier mai de caractère international a lieu en 1890 et en France à l'initiative d'une commission

de syndicalistes, de groupements Guesdistes et Blanquistes, avec des manifestations dans toutes les grandes villes du pays.

Dans les pays d'Europe et aux Etats Unis le 1^{er} Mai fut ponctué par des grèves et des manifestations et ce n'est que 10 ans plus tard que le chant de ralliement des travailleurs du monde entier fut « l'Internationale ».

Le 1^{er} Mai 1891 à Fourmies, cité ouvrière de France, comme dans de nombreuses villes, se déroule la fête après l'assemblée générale des grévistes avec théâtre et bal.

Les grévistes tentent de convaincre des non grévistes, les gendarmes et les soldats tirent dans la foule réunie devant la mairie, il y aura 10 morts et des dizaines de blessés.

Ce qui fit dire au général Changarnier :

« *Les armées modernes ont moins pour fonction la lutte contre les ennemis de l'extérieur que la défense de l'ordre contre les émeutiers de l'intérieur* ».

Le 1^{er} Mai gagnait dans le monde avec le développement de l'industrie, ce qui n'empêche pas le journal de la bourgeoisie « Le Temps » en 1894 d'écrire : « *Le 1^{er} Mai se meurt, le 1^{er} Mai est mort* ».

C'est aussi à partir de cette date que Aristide Briand, futur homme d'état bourgeois, qui préconisait d'associer le 1^{er} Mai et la grève générale.

La création de la CGT en 1895 allait donner un élan puissant au 1^{er} Mai et allait donner la primauté du syndicat sur le parti politique pour l'organisation des manifestations du 1^{er} Mai.

Dans toutes les années qui ont suivi, les manifestations du 1^{er} Mai ont souvent donné lieu à des arrestations de militants ouvriers, le caractère revendicatif était évidemment insupportable pour les gouvernements bourgeois fidèles serviteurs du patronat.

Le 1^{er} Mai 1901, Emile Pouget, dirigeant de la « Voix du Peuple » (ancêtre de la VO et de la NVO) avec Victor Griffuelhes, premier secrétaire de la CGT, écrivaient :

« Le 1^{er} Mai n'a plus le caractère révolutionnaire qui nous enthousiasmait il y a quelques années ».

Ils regrettaient en fait la volonté politicienne des « politiciens socialo » selon leur expression qui voulaient récupérer le 1^{er} mai à des fins électorales et qui avaient contribué à le vider de sa substance de classe jusqu'au point de le transformer en « processions platoniques » en « trouducuteries » qu'il fallait lui redonner son caractère d'origine de journée de lutte.

Le congrès d'Amiens en 1906 donne mandat d'organiser une agitation intense et grandissante pour le 1^{er} mai, pour les 8 heures de travail reprenant ainsi le mot d'ordre de l'AFL de 1888.



→ A la faveur de l'issue sanglante de la grève des mineurs, la bourgeoisie au pouvoir et le patronat, organisent un complot contre la CGT et son 1^{er} Mai, arrestations et incarcérations du secrétaire général Victor Griffuelhes et du trésorier Gaston Levy.

Le 1^{er} Mai 1906 fut puissant malgré le déploiement de la police sous les ordres du ministre de l'intérieur, Georges Clémenceau, Paris était une ville assiégée selon des journalistes.

Jusqu'en 1914 les 1^{er} Mai prennent de l'ampleur tout comme les grèves ouvrières, Jean Jaurès y apporta une large contribution.

Le 1^{er} Mai 1914, sous la plume de Léon Jouhaux, la « Voix du Peuple » titrait : « Guerre à la Guerre ».

Ce fut le cri du mouvement ouvrier contre les agissements des financiers, des industriels avides de conquérir de nouveaux territoires.

L'assassinat de Jean Jaurès et l'union sacrée prônée par les réformistes dans la CGT, dont Jouhaux, c'est 4 années de guerre et des millions de morts.

(Jouhaux ne partira pas à la guerre, il basculera dans l'union sacrée en devenant « commissaire de la nation » aux côtés de l'archevêque de Paris, de Lépine préfet de police symbole de la répression contre les travailleurs et Charles Maurras de l'action française, extrême droite).

Après cette guerre, le 1^{er} Mai reprend de la vigueur avec la revendication des 8 heures et certains gouvernements bourgeois lâchent du lest pour prévenir des explosions sociales.

Les patrons et financiers les plus rétrogrades déclarent : « Si quelques modifications devraient être apportées à la durée du travail, à l'heure actuelle, ce serait plutôt pour l'augmenter que pour la réduire ».

Clémenceau prend conscience du danger et une loi est adoptée à l'unanimité le 23 avril 1919 pour que des discussions s'engagent pour la journée de 8 heures ou pour la semaine de 48 heures.

Cette loi fut une victoire historique.

A partir de 1920, le caractère de lutte du 1^{er} Mai s'élargit avec les idées révolutionnaires dues à la création du P.C.F. en 1920 au congrès de Tours et la création de la 3^{ème} internationale ouvrière.

Le soutien aux peuples colonisés, la montée du fascisme en Italie, en Allemagne, au Portugal, puis en Espagne, la notion de solidarité internationale contre le colonialisme et le fascisme, contre l'oppression de

la bourgeoisie donnait un caractère plus large au 1^{er} Mai.

La scission de la CGT en 1921 fut que le 1^{er} Mai soit éclaté et la classe ouvrière divisée, mais le caractère de lutte revendicative et de solidarité internationale fut préservé et renforcé par la CGTU.

La bourgeoisie et le patronat voulurent profiter de cette division pour porter des coups au mouvement revendicatif et au 1^{er} Mai, s'appuyant notamment sur les effets de la crise structurelle du capitalisme qui commença aux Etats Unis en 1929 et qui se propagea à l'Europe.

En 1923 le 1^{er} Mai fut célébré pour la première fois en Chine à Shanghai et à Tokyo au Japon.

Alors que la CGTU maintenait au 1^{er} Mai son caractère de lutte et de solidarité, la CGT réformiste de Léon Jouhaux accentuait son caractère passif en invitant par exemple ses militants à un concert au Trocadéro le 1^{er} Mai 1924.

En ces temps de division, les journaux de la bourgeoisie ne manquaient pas de décrédibiliser le 1^{er} Mai où la participation était moins importante.

Ce 1^{er} Mai 2013, les mêmes ont donné dans les médias, en soulignant la division, plus d'intérêts aux quelques milliers rassemblés par le FN qu'aux dizaines de milliers de manifestants rassemblés par la CGT.



Avec 1936 c'est un élan unitaire, nouveau et rassembleur de centaines de milliers de manifestants renforcés avec la victoire du front populaire et des grèves victorieuses, puis des accords de Matignon.

Le 1^{er} Mai s'étend en Amérique Latine, en Inde. La solidarité s'exprime fortement à l'égard de l'Espagne Républicaine, aux travailleurs des pays sous le joug fasciste.

En 1936, en Allemagne, Hitler et Goebbels dévoient le 1^{er} Mai en haranguant une jeunesse nazie fanatisée



et la répression frappe les antifascistes avec de nombreuses arrestations de militants ouvriers qui seront internés dans les camps de concentration.

Les années de plomb de la guerre 39/45 n'ont pas atténué la volonté de lutte et de Résistance malgré la répression contre les militants de la CGT, qui fut comme la CFTC interdite en août 1940.

Le maréchal félon, Pétain, impose la Charte du Travail, en 1941 le 1^{er} Mai devient « La fête du travail et de la Concorde sociale ».

La loi stipule que « ce jour sera chômé sans qu'il en résulte une diminution de salaire ».

C'est non seulement la collaboration avec l'occupant nazi mais c'est aussi la collaboration entre exploités et exploités.

Tout fut fait pour vider le 1^{er} Mai de son contenu révolutionnaire et de sa substance sociale pour le rattacher aux vieilles coutumes, aux fêtes religieuses.

Mais dans la clandestinité les syndicalistes fidèles aux traditions ouvrières continuent de poursuivre le combat de la Résistance, de la lutte revendicative et de solidarité.

Le 1^{er} Mai 1945, la France est libre, le 8 mai l'Allemagne nazie capitule, beaucoup de militants ouvriers engagés dans la Résistance ne reviendront pas des camps de concentration.

La CGT reprend, malgré la scission de 1947, son rôle de syndicat de lutte et de classe, la solidarité sera très forte à l'égard des peuples colonisés et qui les armes à la main vont conquérir leur indépendance

comme le Viet Nam et l'Algérie, mais aussi à l'égard des peuples victimes de l'oppression raciste et de la dictature, ce sera l'occasion de l'affirmer encore plus fortement à l'occasion des manifestations du 1^{er} Mai. Tout est utilisé pour tenter de dévoyer le 1^{er} Mai, de Sarkozy parlant du vrai travail, le FN de Jeanne d'Arc, les médias le vidant de son contenu en le qualifiant de fête du travail ou de fête du muguet, l'objectif est clair : pour eux le 1^{er} Mai et son caractère de lutte et de solidarité fait parti du passé, c'est un jour férié comme les autres jours, religieux ou non.

Pourtant dans le monde entier, aujourd'hui le 1^{er} Mai les travailleurs se rassemblent avec des manifestations parfois violentes contre la crise du capitalisme, contre le chômage et pour des salaires et retraites qui permettent de vivre décemment, c'est bien d'un affrontement classe contre classe qu'il s'agit, mais de cela les médias ont pour consigne de ne pas en parler.

Les manifestations et rassemblements sont encore souvent l'objet de surveillance policière, voire de provocations et d'arrestations dans le monde, mais les travailleurs ressentent ce jour de lutte comme le ferment solidaire des travailleurs du monde.

Les manifestations ouvrières ne sont jamais des cortèges de tristesse, bien au contraire les jours de luttes c'est l'enthousiasme, celui de se battre pour vivre mieux, d'être solidaires contre l'ennemi commun à tous qu'est le capitalisme.

Le 1^{er} Mai a été, est et doit rester un jour de lutte et de solidarité international de l'ensemble des travailleurs quelque soit le régime politique dans chaque pays.

Guy TEXIER

(lire : "1^{er} Mai, les 100 printemps" de Georges SEGUY, Mésidor éditions sociales)

Un cheminot absent mais à l'heure.

Gare de Nantes, sur le quai numéro un, des drapeaux bleu blanc rouge présentent leurs couleurs au côté du monument du souvenir. Une trentaine de personnes issues d'horizons associatif, politique, syndical, de la société civile sont présents avec les porte-drapeaux.

Le syndicat CGT des cheminots de Nantes rend hommage au cheminot Pierre Sépard tombé sous les balles nazies il y a maintenant 71 ans, jour pour jour le 7 mars 1942 à la prison d'Évreux.

C'est évidemment un militant ouvrier convaincu de la lutte de classe, un dirigeant syndical CGT éminent, un communiste et un patriote que les auteurs de cet assassinat voulaient atteindre ainsi que tous ceux qu'influençait Pierre Sépard.

Comme il est étonnant de mesurer à quel point les batailles revendicatives menées par cet homme lorsqu'il dirigeait la Fédération CGT des Cheminots sont modernes et d'actualité :

- Négocier les congés payés et une réduction du temps de travail hebdomadaire.
- Travailler à la construction d'une entreprise nationale, publique, unique et intégrée de chemin de fer.
- Donner au transport ferroviaire la dimension d'un service public indispensable au développement de la nation et à l'industrialisation des territoires, tout en répondant aux besoins des citoyens.
- Associer à cette dimension l'exigence d'un statut et d'une protection sociale de haut niveau pour les salariés du rail.

- Œuvrer à l'élaboration de conventions collectives dans les transports pour éviter la mise en concurrence des salariés de ce secteur. Notons comme ces axes revendicatifs sont contemporains.

Lors de son allocution, Loïg Garrec, Secrétaire du syndicat des cheminots de Nantes n'a pas manqué de souligner cet étroit rapport entre hier et aujourd'hui. Nous citons :

"En 2013, nous nous en éloignons encore d'un pas, avec le projet de loi autour de l'accord national interprofessionnel.



Le MEDEF l'exigeait, Nicolas Sarkozy en rêvait, un accord les a exaucé.

Les cheminots Nantais étaient eux aussi dans la rue, conscients que leur statut ne pourrait servir de bouclier protecteur contre cet accord ou un futur projet de loi. La précarisation à la SNCF n'a jamais été aussi importante.

En admettant que les parlementaires incarnent la représentation nationale, ils doivent jouer tout leur rôle.

La démocratie sociale est certes importante, mais elle ne peut se substituer à la démocratie citoyenne.

Enfin, M. Peppy a été mandaté sous l'ère de M. Sarkozy.

Que penser de sa reconduction à la tête de la SNCF par le gouvernement du changement ?

Pierre Sépard jugeait indispensable la nécessité de poursuivre l'action pour la sauvegarde et le développement des Services publics.

Force est de constater que nous nous en éloignons.

Entre le leitmotiv farouche du patronat, de



l'Europe et du gouvernement actuel l'ouverture à la concurrence partout, pour tous, pour tout.

Entre les dédicaces par activités, l'agrandissement des établissements qui sont tous à minima régionaux, les refontes des paquets ferroviaires ou encore la politique de l'emploi.

Une politique qui se traduit par la suppression de 1200 emplois en 2012, moins 1086 au budget 2013.

Une politique qui se traduit par l'embauche massive de contractuels dont 1500 CDI représentant 31% des recrutements et 16000 contrats CDD en 2012.

L'entreprise cherche à introduire à tout prix de la flexibilité et de la polyvalence. Cette stratégie de recrutement hors statut et de précarisation rappelle celle utilisée à l'époque par La Poste, pour ne citer qu'elle".

Au lendemain d'un 1er mai divisé syndicalement, les politiques prennent la place. Les mots de Gilbert Garrel, Secrétaire de la fédération des cheminots, lors de la commémoration des 70 ans de l'assassinat de Pierre Séward, prennent alors encore une place entière aujourd'hui :

"Camarades, lorsque nous disons que le devoir de mémoire est insuffisant s'il ne s'accompagne pas d'une démarche volontariste pour défendre nos valeurs, c'est que nous savons que la bête immonde prend quelques fois des visages humains pour convaincre ceux qui sont dans la misère que de plus malheureux qu'eux en sont les responsables".

Patrice MOREL



Loig Garrec en allocution devant Toute une Garde Vigilante ! (Photo Patrice MOREL)

Un colloque d'histoire tourné vers l'avenir

A Saint-Nazaire et Trignac les 11 et 12 octobre 2012, les IHS de Loire-Atlantique et de la métallurgie ont organisé une série de journées d'études sur Ambroise CROIZAT. Il est toujours temps de rappeler cette initiative. De plus, elle a débouché sur un cahier spécial, à votre disposition, rapportant l'intégralité de ce colloque.

Pour tenir compte de contraintes horaires et de disponibilités de salles, il s'est déroulé en trois temps.

Partant des questions posées par le conflit des retraites, ce colloque est né de la nécessité de comprendre la genèse de la création des retraites. La brève recherche historique du petit collectif mis en place nous a fait rapidement nous tourner vers Ambroise Croizat. Au vu de l'immensité de l'œuvre accomplie, les thèmes choisis pour les débats furent arbitraires, mais répondaient en même temps aux



préoccupations des militants

d'entreprises.

Il a été abordé :

Les questions de la sécurité sociale, les conditions de sa naissance et les enjeux d'aujourd'hui.

Les comités d'entreprise sous trois aspects :

- Le rôle économique du CE, les droits des syndicats, des salariés
- Les droits aux congés, les centres de vacances
- La culture, les créations culturelles dans les entreprises

Les débats de ces deux journées ont montré tout à la fois les difficultés à appréhender les situations complexes et le besoin d'aller de l'avant pour conquérir de nouveaux droits et de réfléchir aux structures sociales. Les entreprises de ce XXIème siècle ne sont plus configurées comme celles de 1945, du fait des stratégies patronales d'éclatement, de satellisation, de mondialisation... et de ce fait les comités d'entreprises, tant sur leur rôle économique que social n'ont plus les mêmes dimensions. Si des comités de groupes, européens voir mondiaux existent sur le plan économique, qu'en est-il du rôle social ? Et quel périmètre prendre en compte : l'entreprise, l'entreprise élargie à ses sous traitants et intérimaires, le groupe ?

Autant de questions posées dans le débat, débat à poursuivre pour trouver les solutions adaptées à l'évolution du rapport des forces.

La présence de Liliane Croizat, fille d'Ambroise, à cette initiative a donné un plus à cette initiative quand elle explique, entre autre que l'on demanda à son ministre de père de repousser à six mois un certain nombre de lois : « ce n'est pas dans six mois mais tout de suite que les salariés en ont besoin », répondit-il.

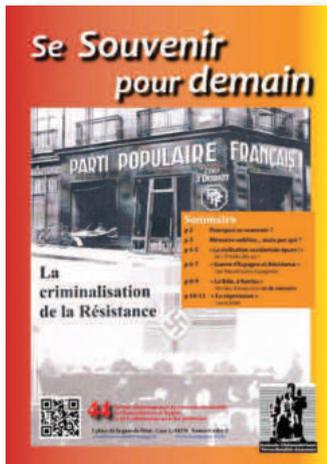
N'est ce pas d'actualité ?

Louis DRONVAL

Biographie : « Ambroise CROIZAT ou l'invention sociale » - Michel Etievent - GAP éditions - 182 pages

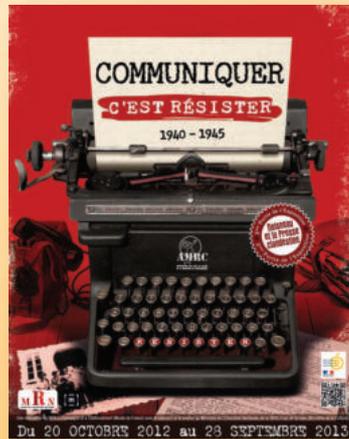


Un public pas aussi nombreux que l'on voudrait mais très attentif ! (Photo IHS Cgt métallurgie)
Liliane CROIZAT, fille d'Ambroise. (Photo IHS Cgt métallurgie)



Une brochure pour le 70^{ème} anniversaire des procès de 1943

« Le Procès des 42 », « Guerre d'Espagne et Résistance », « Un lieu d'exécution, le Bêle »... Des événements et lieux forts de la seconde guerre mondiale à Nantes, mais pas forcément connus de tous. A l'occasion du 70^{ème} anniversaire du procès des 42, le Comité du souvenir des fusillés de Châteaubriant a édité une brochure sur ces sujets. Très didactiques, les 12 pages qui la composent ont été mises en ligne sur le site du Comité du Souvenir des Fusillés. Notre IHS vous propose de les découvrir : <http://www.resistance-44.fr/?Une-brochure-pour-le-70e>



Communiquer c'est Résister !

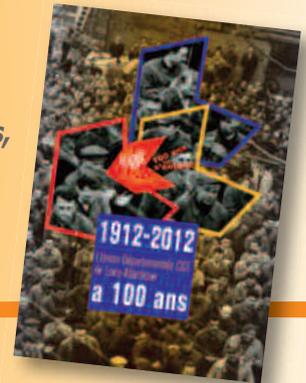
Les Amis du Musée de la Résistance de Châteaubriant présentent une exposition temporaire jusqu'au 28 septembre 2013 : « Communiquer c'est Résister – 1940/1945 » – « Doisneau et la Presse clandestine » Cette exposition peut être mise à votre disposition. Musée de la Résistance - La Sablière, carrière des Fusillés - 44110 Châteaubriant Renseignements au 02 40 28 60 36 ou sur le site internet : <http://www.musee-resistance-chateaubriant.fr/>

Activités de l'IHS CGT 44

Plusieurs camarades de l'IHS étaient présents à la remise de la légion d'honneur le 20 avril 2013 à Georges Prampart, à la Maison des Hommes et Techniques. Assemblée générale de l'IHS nationale le 14 mai 2013.

A noter dans vos agendas :

- Assemblée générale de l'IHS CGT 44 le 11 juin à 17h30, Maison des syndicats, Salle Godeau
- Stage sensibilisation aux archives 26 et 27 septembre 2013
- Le livre des 100 ans de l'UD 44 est enfin disponible. Vous pouvez vous le procurer auprès de Karine. Coût 16 euros.



Bulletin d'adhésion

Institut d'Histoire Sociale
Union Départementale CGT de Loire-Atlantique

J'adhère à l'I.H.S.

Nom (pour individuel) : Prénom :
 Syndicat, organisation, association :
 Adresse :
 Code Postal : Localité :
 Tél. : Adresse mail :

(important pour correspondance)

Date :

Signature :

Cotisation annuelle ⇐ **individuel : 10 euros**
syndicat ou association : 20 euros